

Intervention mardi 30 juin 2020

C'est encore tous unis que nous nous mobilisons aujourd'hui : Les organisations syndicales paramédicales et médicales AMUF, APH, SNPI CFE-CGC, CGT, FO, SUD et UNSA, les collectifs : Inter Blocs, Inter Urgences, Inter Hôpitaux, le printemps de la psychiatrie et la Coordination Nationale des Comités de Défense des Hôpitaux et des Maternités de proximité appellent à des actions de grève et de manifestations sur tout le territoire.

Depuis des mois, tous ensemble nous sommes déterminés à obtenir satisfaction ! après les applaudissements nous exigeons des actes.

Les annonces du Plan Ségur ne répondent pas aux attentes de tous les personnels et usagers.

Six milliards pour revaloriser les rémunérations des personnels, c'est un premier pas mais à cette heure même des hommes politiques de droite s'interrogent :

« Six milliards, c'est une somme, mais il faut savoir ce qu'il y a dedans » déclare René Paul Savary, sénateur LR

Selon le premier projet d'accord, le nouveau dispositif de rémunération serait créé par une disposition législative inscrite dans le projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) en 2021. En clair, il faudra attendre les débats à l'automne 2020 et le vote en fin d'année pour voir se concrétiser cette première mesure qui ne répond absolument pas aux besoins du service public de santé.

Nous, associations syndicales et collectifs déjà cités, exigeons toujours des moyens humains et matériels importants pour faire fonctionner le service public de santé :

*embauches de personnel hospitalier ;

*revalorisation des salaires de TOUS les personnels soignants ou non soignants, administratifs, ouvriers...

*arrêt des fermetures de lits et de services : chirurgie, psychiatrie, maternité...

* l'arrêt immédiat de fermeture de service tels que les CMP centres médicaux-sociaux, CATTP Centre d'activité thérapeutique à temps partiel...

*amélioration des conditions de vie dans les Établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes, EHPAD.

*réorganisation de la gestion des hôpitaux avec une participation effective des soignants, des patients et des élus de territoire.

Le soin doit primer sur la gestion technocratique et comptable. Le projet ma santé 2022 doit être abandonné.

Pour nous usagers, exigeons :

*de vraies mesures qui garantissent l'accès, la proximité et l'égalité de prise en charge sur tout le territoire

*un retour à des prises en charge de qualité prenant en compte la singularité de chaque patient dans sa globalité.

En ce qui concerne Sarlat, le professeur Favre, agréé par la cour de cassation de Dijon écrivait fin novembre 2012 :

« Le Centre Hospitalier de Sarlat seul établissement de son territoire justifie sa présence pour des soins Médecine, Chirurgie, Obstétrique, Anesthésie et la prise en charge des urgences. »

Il écrivait encore :

« A Sarlat, Les urgences ne peuvent fonctionner sans chirurgie, l'obstétrique ne peut fonctionner sans la chirurgie et l'anesthésie, la chirurgie ne peut fonctionner sans l'anesthésie. »

Aujourd'hui, nous en sommes loin : fermeture de la réa, de la chirurgie orthopédique, viscérale ; stérilisation des matériels et blanchisserie envoyées à Périgueux chaque jour.

Que dire du bilan carbone !

Et tout cela impacte la qualité des prises en charge des patients, l'éloignement des familles lorsqu'ils sont transférés à Périgueux et provoque la perte de chance pour les personnes âgées.

Enfin, nous voudrions vous faire part de notre très grande inquiétude sur le devenir de la Sécurité Sociale

Nous savons que depuis des mois, les sommes allouées pour les revendications des gilets jaunes, les exonérations sociales (80milliards cette année) sont prises sur ce budget et l'état ne les restitue pas comme la loi l'y oblige...

LA SECU, ILS ONT LUTTE POUR LA CREER, NOUS NOUS BATTRONS POUR LA GARDER

NE BAISSONS PAS LES BRAS, RESTONS UNIS, SOLIDAIRES ET MOBILISES

